

« Épidémie » de violence : que faire ?

Le Guatemala enregistre un nombre incalculable d'actes de violence. En bonne partie, sur la base d'une opinion publique formatée par la presse, on tend à assimiler violence et délinquance. Mais la réalité s'avère plus complexe. Cette assimilation se révèle pour le moins erronée. Ou intéressée.

Marcelo Colussi
24 07 2017

Différentes formes de violence traversent la société de façon récurrente : autoritarisme, impunité, racisme, machisme... Les formes actuelles de violence, aggravées par le récent conflit armé, représentent une poursuite de cette violence classique.

La violence constitue un problème de santé publique. En termes sanitaires, l'Organisation Mondiale de la Santé considère comme une épidémie un taux annuel d'homicides supérieur à 10 pour 100000 habitants. A ce jour, au Guatemala, ce taux avoisine 35 pour 100000 habitants, avec 15 morts violentes par jour. Sans être pessimistes ni de mauvais augure, techniquement parlant, on peut dire que du point de vue de la sécurité et de la cohabitation au quotidien, la société se trouve actuellement dans une situation comparable, et non fondamentalement différente, à celle d'un conflit armé.

Si cette situation n'est pas pire que pendant la guerre, l'actuelle explosion de violence pose d'inquiétantes questions sur la société en construction d'après-conflit. En ce sens, deux sujets inquiètent : les causes structurelles, qui provoquent cet affrontement intérieur dans les années 60 du siècle précédent, n'ont pas changé ; ce à quoi s'est ajoutée la lourde charge héritée d'un des conflits les plus sanglants vécus en Amérique Latine pendant la Guerre Froide, incidence peu évoquée et renforçant la culture récurrente d'impunité.

Aujourd'hui, l'actualité quotidienne nous confronte à de nouvelles formes de violence. Il n'existe pas d'affrontements armés entre l'armée et un mouvement insurrectionnel. Mais la situation d'insécurité qui se vit au quotidien est comparativement plus inquiétante. Ces dernières années sont apparues de nouvelles formes de violence : outre le taux extrêmement élevé d'homicides, nous constatons une explosion du crime organisé ayant la mainmise sur le pouvoir économique, et par conséquent sur le pouvoir politique. Apparaissent de nouveaux types de violence comme les bandes de jeunes (les "maras"), l'essor du narcotrafic, le meurtre de femmes (avec une moyenne de deux femmes assassinées par jour, souvent après un viol), les campagnes de "nettoyage social", les lynchages.

Avec tout cela, le ressenti général confine au désespoir. La violence au quotidien est devenue le sujet principal de préoccupation de la population et a supplanté les autres thèmes. Le matraquage médiatique permanent augmente considérablement ce ressenti et banalise la violence mise en scène de façon spectaculaire. L'expression selon laquelle « la délinquance nous terrorise » est devenue récurrente ; ce qui provoque un sentiment de désespoir au sein de la population, ne propose aucune issue et amalgame violence et délinquance ; mais sans aborder les causes structurelles du phénomène. Dans la conscience collective, le phénomène des « maras », par exemple, revêt plus d'importance que la pauvreté endémique ou que la récente guerre civile et le développement de l'impunité comme ligne de conduite caractéristique de l'histoire de notre pays. Sans nier l'aggravation de la violence liée à la délinquance, il est inquiétant d'aborder la violence uniquement par ses rapports avec les faits délictuels en excluant des réalités tout aussi, voire plus néfastes que sont la marginalisation économique, le racisme, le machisme. L'autoritarisme et l'impunité, en tant

que caractéristiques transversales de toute notre société et de l'histoire du pays, ne sont pas évoquées. Le fantasme, exacerbé de cette façon, ne fait que renforcer un climat de militarisation où la seule réponse possible face à l'épidémie de violence consiste à recourir à davantage de violence, de contrôles et de militarisation.

Parmi les causes de cette épidémie que nous endurons au quotidien (et qui ne se résume pas à la seule délinquance), nous avons à faire à une imbrication de facteurs :

- * La pauvreté généralisée.
- * L'héritage de la violence et son acceptation comme normalité au quotidien.
- * Une culture de la violence pratiquée par l'État lui-même et à l'identique des rapports qu'il entretient avec la population.
- * L'impunité en vigueur (un système judiciaire officiel fragile ou inexistant et une justice maya coutumière dénigrée par le discours officiel).
- * La prolifération des armes à feu.
- * La militarisation prononcée de la culture citoyenne, cadre général d'une paranoïa sociale généralisée à laquelle les réponses apportées sont fortes : mesures de sécurité à profusion, population civile armée, méfiance, maisons fortifiées, grillages et barbelés.

Une cohabitation plus harmonieuse est impossible si les structures sociales sur lesquelles repose la violence ne changent pas : la pauvreté, l'exclusion sociale, l'ignorance, l'impunité. Comme l'a déclaré une dirigeante maya à propos de la démocratie actuelle : « Nous n'avons jamais eu autant de droits, mais nous n'avons jamais eu aussi faim ». Tant qu'il y aura autant de gens affamés, la violence persistera, et il sera impossible de parler sérieusement de paix sociale. Car, comme quelqu'un l'a dit de façon sarcastique, il est très probable que nous, les affamés, finissions par manger la colombe de la paix.

Traduction : Daniel Cano